

« En France, une insurrection due aux problèmes de sécurité pourrait mal tourner »

Grand entretien avec Xavier Raufer

• *Guet-apens sur des policiers, tirs à la kalachnikov, attaques au couteau quotidiennes, la situation sécuritaire en France va de mal en pis. Comment en arrive-t-on là ? Les chiffres du gouvernement Macron sont-ils fiables ? Essayiste et criminologue de renom, Xavier Raufer a répondu à nos questions.*

■ **Une récente série d'attaques au couteau en France : Gare du Nord, à Strasbourg, même devant un lycée à Thiais. Globalement où en est la criminalité en France ?**

XR - C'est simple, la France est divisée en deux parties. Dans la plus grande partie, la vie se passe encore normalement : les faits de délinquance et de criminalité n'ont pas passé le seuil de l'insupportable. Dans une partie plus réduite, la situation est maintenant hors de contrôle. Cette partie comprend la périphérie des métropoles, de plus en plus de villes moyennes et même des villages. Des secteurs existent où la police pénètre uniquement lors d'opérations coup de poing : elle vient en grand nombre, procède à quelques arrestations et repart immédiatement. Chacune de ces opérations déclenche des émeutes.

Dans ces territoires, ces « zones hors contrôle », la criminalité est d'abord le trafic de stupéfiants. 24 h/24, on y achète du cannabis, de la cocaïne des drogues de synthèse. Plus, des marchés aux voleurs : dans des caves, on revend en douce des biens volés dans des poids-lourds. Aussi, la prostitution de mineures, souvent des fugueuses happées par les bandes de ces quartiers et contraintes à se prostituer. Sur quelques kilomètres alentours, rayonnent des braquages de bas niveau - l'épicerie ou la pharmacie du coin - et des cambriolages.

Si le sort de ces zones hors contrôle était réglé, c'est à dire, si la loi régnait dans ces zones comme ailleurs en France, au moins la moitié des infractions connues de la Justice disparaîtrait sur le champ. Sous les gouvernements de la Vème République, surtout sous les présidences de François Hollande et d'Emmanuel Macron, pas grand-chose n'a été fait pour régler ce problème.

■ **Ça fait plus de 20 ans que l'on parle comme vous de lieux hors-contrôle ou de « territoires perdus de la République ». Pourquoi rien ne change ?**

Pardon de vous corriger mais voilà 40 ans qu'on en parle. Les premières émeutes de banlieue ont eu lieu à Vaulx-en-Verain, à la cité des Minguettes près de Lyon, à l'été 1981, François Mitterrand venait d'être élu président. Or le mois passé, il y a encore eu des émeutes aux Minguettes avec tirs de mortiers d'artifice sur la police, incendies de voitures etc. Pourquoi rien n'a changé depuis 41 ans ? L'État français a commis d'emblée une erreur d'analyse énorme :

croire qu'en améliorant l'habitat de ces zones par un ministère de la Ville, tout s'arrêterait. Depuis, par dizaines de milliards d'euros, on rebâtit inlassablement ces quartiers. Or, une ville n'a jamais agressé personne, jamais tiré à la kalachnikov : le problème est celui des habitants qui y vivent. Or depuis 41 ans, nos dirigeants n'en démordent pas : ils pensent qu'en améliorant les bâtiments ou en mettant des tramways, ils régleront le problème de la délinquance. À la fin, la France pourrait être parmi les pays du monde où les voyous sont les mieux logés...

Dans les régions de Lyon, Grenoble et Paris, ces quartiers disposent d'un de piscines, crèches, écoles, transports etc. - et d'une masse de bureaux d'aides, inexistants dans la France profonde : Creuse, Corrèze ou Ardennes, rien de tout cela. Si ces installations sont bienvenues pour les habitants des quartiers, elles ne font en rien baisser la criminalité, ce, pour un motif simple : le bien-être de la population, d'une part, et la criminalité, d'autre part, n'ont rien à voir - ce que les gouvernements de la Vème République n'ont jamais compris.

■ **La criminalité qu'on voit depuis 40 ans en France n'est donc pas liée à la pauvreté ?**

Bien sûr que non. Précisons : la France ne publie plus le PIB de chaque département. Mais elle doit fournir des statistiques à l'Union Européenne. Quand on va chercher au fond des tableaux Excel récemment envoyés à Bruxelles, on trouve le PIB de la Seine-Saint-Denis ou des Hauts-de-Seine, en Île de France. En outre, l'Union Européenne exige que les dépenses invisibles : trafic de stupéfiants ou la prostitution soient incluses.

Intégrer ces données (PIB PLUS économie souterraine) révèle que la Seine-Saint-Denis est le 2e département le plus riche d'Île-de-France après les Hauts-de-Seine - qui contient le quartier de La Défense où beaucoup de grands groupes ont leur siège social et paient leurs impôts. Si on retirait la Défense des Hauts-de-Seine, la Seine Saint-Denis serait peut-être le département le plus riche de France, argent "noir" inclus.

Gagnée à la culture de l'excuse, la presse française voit les gens des zones hors contrôle comme des misérables ; que, de ce fait, certains cassent tout. Cela est faux. Pour l'établir, il suffit de regarder les chiffres. Notre classe politique refuse de le voir, par peur perdre des électeurs si elle regarde la réalité en face.

■ **À quoi cette criminalité est-elle due dans ce cas ? À l'immigration ?**

Quelle que soit son origine, toute migration est criminogène : celle venue d'Afrique n'est pas plus criminogène que d'autres, c'est partout pareil. Les États-Unis ont eu la grande migration irlandaise et celle des Juifs d'Europe centrale fuyant l'empire tsariste. Leur première génération a connu des velléités criminelles : les gens parlent peu ou pas la langue du pays, peinent à gagner leur vie, sont sans diplôme. Au début ils "se débrouillent". Si l'intégration fonctionne, ça s'arrête après une génération ou deux. Il y a des exceptions comme la mafia italo-américaine, liée à un phénomène culturel enraciné, mais ça s'arrête là. Les enfants des Juifs de Pologne ou de Lituanie étaient médecins ou avocats à la 2e génération.

Or la France a accueilli des gens que l'on n'a pas su ou pas voulu intégrer. Cette tendance criminogène a donc perduré après la première génération - maintenant, depuis quatre générations. Les symptômes de de cette non-intégration sont clairs : en nombre, ils détestent la France, sifflent le drapeau français, cassent tout quand leur équipe favorite, Algérie ou Maroc, gagne un match de football. Cela est fréquemment constatable.

En majorité, les immigrés sont des gens honnêtes, fuyant la misère chez eux. Mais ce sont eux qui subissent d'abord les exactions de leur minorité criminelle pour une raison simple : Ils vi-

vent avec eux. En réalité, le problème tient dans le manque d'autorité. Au moment où la grande vague de migration arrivait en France, après la décolonisation en Afrique, le cœur des villes françaises grouillait de policiers et la campagne profonde, de gendarmes. Dans les zones entre-deux, qui se sont développées dans les années 1960, 1970 puis 1980, fort peu de policiers ou gendarmes.

Eh bien, c'est juste là qu'on a installé ces migrants. La jeunesse de ces zones-là n'a jamais vraiment subi quelque autorité que ce soit. Avec des amis issus de ces quartiers, je vais dans des zones de la région parisienne où, dans leur vie, les adolescents ont sans doute vu plus de coups volants que de cars de police. Au lieu de mettre de l'autorité dans ces zones, on y a mis en masse des services. Ça ne marche pas.

Dans les cité Mistral ou La Villeneuve, à Grenoble, on est sidéré par la qualité des équipements sociaux. Pourtant, c'est là que l'on tire à la kalachnikov sur la police ou qu'on fait des vidéos de lascars exhibant des armes de guerre. Pourquoi ? Parce qu'on n'a pas fait régner l'ordre.

■ **Justement, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, clame qu'il fait baisser la criminalité et brandit des statistiques - sont-elles fiables ?**

M. Darmanin ment ; ce qu'il fournit comme chiffres est peu crédible. Exemple : selon lui, ses « pilonnages de points de deal » les éliminent peu à peu. C'est faux : on peut l'établir. Voyons déjà si les malfaiteurs s'entre-tuent. Là, depuis que M. Darmanin est à l'Intérieur, les tueries entre bandits explosent. Comparons janvier-juin 2022 aux mêmes mois de 2021 : ces homicides et tentatives explosent de +25%. C'est énorme ! À Marseille même, c'est + 35 %.

Je dis "homicides plus tentatives" car compter les seuls homicides n'a plus de sens : depuis qu'existe en France la médecine d'urgence, là où 7 blessés mourraient dans la rue, il n'en meurt plus que 3. Premier fait : ce ministre n'a pas maté le milieu criminel. Venons-en aux stupéfiants. Le ministre dit les pilonner. Or comme toute marchandise, les stupéfiants obéissent à la loi de l'offre et de la demande - tous les experts s'accordent là-dessus. Si le supermarché près de chez vous vend des caramels, et qu'à clientèle égale, le nombre de caramels diminue, leur prix augmente - idem pour le haschich et pour la cocaïne.

Si le « pilonnage » du ministre de l'Intérieur produisait l'effet voulu, il éliminerait les lieux où l'on vend de la drogue et gênerait les achats des toxicomanes - DONC le prix du haschich et de la cocaïne monterait. Preuve : lors confinement, le prix du cannabis et de la cocaïne a bondi de ± 50 % en quelques jours. Or, depuis 2 ans, le prix de la cocaïne baisse. À présent, à Lille, près des Pays-Bas et de la Belgique, elle coûte 50 € le gramme - c'était 80 € voici 3 ans. Si M. Darmanin disait vrai, la cocaïne coûterait 120 euros/gramme.

■ **Ce que vous dites est grave. Trafiquer des chiffres, est-ce digne d'un État ?**

Encore un exemple : le ministère de l'Intérieur ne publie que les chiffres des cambriolages des logements. Il oublie les locaux industriels et commerciaux, les bureaux, les mairies etc. Si on additionne le tout, le nombre de cambriolages connus des autorités augmente de 40%. Ce trafic de chiffres, même l'Albanie n'ose le faire. La France est le seul pays en Europe à tricher ainsi. Un collègue m'a dit que ce trafic de chiffres au ministère de l'Intérieur s'apprenait même à l'École Nationale d'Administration.

C'est grave en effet, car dans l'histoire du mensonge d'État, ce dernier finit toujours par croire aux sottises qu'il diffuse. Un dirigeant enjoint aux journalistes de dire ceci ou cela, puis se per-

suade que c'est vrai parce qu'il l'a lu dans le journal ; décidant, non à partir d'une analyse juste, mais de ses propres mensonges. Résultat : un désastre.

■ **A vous entendre, il semble que la démocratie française est en danger, qu'elle pourrait basculer à cause du volet sécuritaire...**

La France est une monarchie ratée. On a tué le roi mais le sommet de l'État est toujours un peu monarchique : la solennité, les ors de la République, etc. Le sommet de l'appareil d'État saisit très vite ce qui intéresse - ou pas - un monarque aujourd'hui élu pour cinq ans. Or l'univers mental de M. Macron évolue entre Wall Street et la City de Londres : il s'intéresse à l'économie, à la fluidité, à l'École de Chicago. Le reste, tel que la sécurité, il trouve ça un peu Cro-Magnon, pas très intéressant. Les hauts fonctionnaires ayant vite compris ça, ils ne lui en parlent pas trop. Au début par exemple, M. Macron voulait infléchir la politique de la ville, déjà évoquée. Il a donc réuni deux fois une commission et soulevé le couvercle de cette marmite-là. En voyant ce qui y bouillonnait, il l'a vite refermée. Depuis, la commission ne s'est plus réunie.

La politique actuelle de sécurité du gouvernement n'est pas fatale, mais c'est celle de gens un peu désemparés par un phénomène qu'ils saisissent mal. Emmanuel Macron ne savait pas qu'il ne fallait pas injurier les Français des classes populaires ; il a lâché des propos tels que « du travail, je vous en trouve en traversant la rue... allez-vous acheter un costume » ou « Gaulois réfractaires » et des Français sont descendus tout casser dans la rue. C'était alors pour des questions de fins de mois. Si un jour, éclate une émeute due à l'insécurité en France, ça pourrait mal tourner. Bien sûr, nul ne le souhaite mais ça n'est pas à exclure : nos dirigeants sont pour le moins maladroits.

■ **Comme Éric Dupond-Moretti, ministre de la Justice, qui reste ministre quand il est mis en examen pour prise illégale d'intérêts ?**

Un ministre de la Justice mis en examen et restant ministre, c'est du jamais vu. Dans l'exercice de mon métier, il m'arrive de parler à de petits lascars - ils ont plus de sujets de discussion en commun avec un criminologue, qu'avec un docteur en physique nucléaire (*sourire*). Ils me disent « t'as vu le ministre, il est inculpé alors que moi, je traverse hors des clous et je finis en taule ». Cette histoire-là enrage les malfaiteurs, elle ne contribue pas à calmer les esprits.

■ **Ultime question : le taux de criminalité est bien moindre au Canada qu'aux États-Unis ou même qu'en France. Comment expliquer cette différence ?**

Cela tient surtout à la disponibilité des armes. À la louche, les États-Unis ont 340 millions d'habitants pour 400 millions d'armes (connues) qui circulent. Les bébés et vieillards ne présentant d'évidence pas de danger côté armes, on compte donc plus de deux armes par habitant sur 200 millions d'adultes. De ce fait, le taux d'homicide y est bien plus élevé qu'au Canada, quel que soit l'État. Il y a beaucoup de drogue en Colombie Britannique mais ses ravages affectent plus la santé publique que la criminalité. Il y a deux familles mafieuses notoires à l'est du Canada, notamment à Montréal, en guerre de longue date, avec des dizaines de morts récemment, mais ils ne tuent pas "les civils", comme ils disent, ils se tuent entre eux. ■